



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : Monsieur DESFORGES Jérôme, Madame LESURE Cathy, Adjoint au Maire.

Monsieur BEBON Claude, Monsieur Marc BURGUND, Monsieur CHOLLOT Bernard, Madame HERRMANN Laurence, Monsieur PERRET Richard, Monsieur HANEN Christian, Madame HANESSE Marie-José, Madame Claire ADAM, Madame Jessica SCHMIDT, Madame Mireille BERTON, Monsieur OMINETTI Emile, Conseillers Municipaux.

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Raymond FRANZKE a donné pouvoir à Monsieur Frédéric NAVROT, Madame Nathalie COLLIN-CESTONE a donné pouvoir à Madame Claire ADAM, Madame Catherine BASSOT a donné pouvoir à Madame Laurence HERRMANN, Monsieur Yannick GROUTSCH a donné pouvoir à Monsieur Jérôme DESFORGES, Monsieur Jean Loup MAHIEU a donné pouvoir à Madame Marie José HANESSE, Monsieur Didier LEVIS a donné pouvoir à Monsieur Christian HANEN, Monsieur CALLOGERO a donné pouvoir à Monsieur Marc BURGUND.

Absents Excusés : Madame MOUGEOT Sandrine, Madame GAYRAL Isabelle

Secrétaire de Séance : Madame HERRMANN Laurence

=====

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 08 décembre 2015 :
Approuvé à l'unanimité des membres présents.

=====

Point numéro 1 inscrit à l'ordre du jour.

Installation d'un nouveau conseiller municipal

Monsieur le Maire précise que Madame BRISSE Sandrine, conseillère municipale, a présenté par lettre en date du 12 janvier 2016 sa démission simultanée de son poste et de ses fonctions en raison d'une mutation professionnelle hors région.

Conformément à la réglementation, le suivant de la liste candidate et élue aux élections municipales « Ensemble, nous assurerons l'avenir de Scy-Chazelles », dont faisait partie Mme BRISSE, à savoir Monsieur OMINETTI Emile, est appelé à remplacer le conseiller démissionnaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article 2121-4,

VU le Code électoral, notamment l'article L.270,

Considérant que Madame Sandrine BRISSE a démissionné de son poste de conseillère municipale,

Considérant que Monsieur OMINETTI Emile a accepté d'intégrer le Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de l'installation de Monsieur OMINETTI Emile au sein du Conseil Municipal.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Point numéro 2 inscrit à l'ordre du jour.

Délibération autorisant Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique aux membres du conseil municipal que les dépenses d'investissement doivent être payées dans la mesure où des entreprises ont envoyé leurs demandes de règlement après le 31 décembre 2015. Aussi, l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit à cet égard que :

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 14

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de votants :
20 Point 1
21 Point 2 à 6

Convoqués le :
28/01/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget. En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.. ».

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite des crédits contenus dans le tableau ci-dessous.

Article	Libellé	Montant
2031	Frais d'études	1 000,00 €
2051	Concessions et droits	125,00 €
Total Chapitre20	Immobilisations Incorporelles	1 125,00 €
2118	Autres Terrains	106 791,50 €
2152	Installations de voirie	2 500,00 €
21578	Outillage de voirie	7 854,25 €
2158	Autres installations, matériel et outillage	3 750,00 €
2182	Matériel de transport	20 431,00 €
2183	Matériel de bureau et informatique	3 625,00 €
2184	Mobilier	8 050,00 €
2188	Autres Immobilisations incorporelles	5 250,00 €
Total Chapitre21	Immobilisations corporelles	158 251,75 €
2312	Aménagement terrains	26 250,00 €
2313	Constructions	100,00 €
2314	Installations matériel et outillage technique	2 521,75 €
Total Chapitre23	Immobilisations en cours	28 871,75 €
Opération 19	Travaux diverses rues	19 250,00 €
Opération 23	Achat des terrains	4 458,50 €
Opération 28	Toiture Eglise Saint Rémi	2 500,00 €
Opération 29	Restructuration Place Esplanade	2 500,00 €
Opération 30	Eclairage public	20 750,00 €
Opération 31	Pôle Santé	1 250,00 €
Opération 32	Nouveau Cimetière	5 000,00 €
Opération 33	Préau Ecole Arc en Ciel	8 750,00 €
Opération 36	Chauffage Esplanade	7 500,00 €
Opération 38	Voirie communale	5 000,00 €
Opération 39	Sécurité routière signalisation	10 000,00 €
Opération 40	Tennis	3 750,00 €
Opération 41	Porte Ecole Primaire	1 750,00 €
Opération 42	Isolation vestiaires stade	7 500,00 €
Opération 43	Isolation Salle Esplanade	375,00 €
Opération 44	Lumières LED Mairie	875,00 €
Opération 45	LED Salle Esplanade	250,00 €
Total Opérations		101 458,50 €

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 1

Madame HANESSE informe l'assemblée que Monsieur MAHIEU, absent ce jour mais lui ayant donné pouvoir, souhaite s'abstenir dans la mesure où il estime que



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 14

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de votants :
20 Point 1
21 Point 2 à 6

Convoqués le :
28/01/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

c'est au budget primitif 2016 à venir de régler la question des dépenses d'investissement.

Monsieur DESFORGES répond qu'il est difficilement envisageable de ne pas régler les entreprises entre le 1^{er} janvier 2016 et le vote du budget primitif qui aura lieu vraisemblablement en mars.

Monsieur le Maire souligne que les entreprises peuvent difficilement faire avance de trésorerie pour le compte de la commune, d'autant plus que le service a été fait et doit être payé. Il précise que parmi ces entreprises, l'une (celle ayant construit le préau de l'école Arc-en-Ciel) est en situation de redressement judiciaire et a besoin d'être rapidement payée.

Monsieur CHOLLOT s'interroge sur la multitude de petites sommes et d'opérations prévues en dépense d'investissement. Il s'interroge sur la possibilité de regrouper chaque dépense par thématique.

Monsieur le Maire précise que beaucoup d'opérations ont été prévues dans le budget 2015 pour des « petits » projets. La proposition de regroupement d'opérations serait en effet à réfléchir à l'avenir.

Madame HERRMANN comprend la logique ayant consisté à la création du budget 2015, mais elle s'interroge également sur la raison des petites sommes inscrites dans certaines opérations.

Monsieur le Maire précise que cela correspond aux « petites opérations » à faible montant (ex : acquisition de matériel informatique, de mobilier de bureau, ...).

Point numéro 3 inscrit à l'ordre du jour.

Gratuité des repas aux animateurs et aux ATSEM du service périscolaire

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que les agents du service périscolaire ont l'obligation de déjeuner à midi avec les enfants à des fins pédagogiques. En effet, les enfants doivent être éduqués à tous les types de goût et de nourriture, or il serait difficile pour le personnel d'enjoindre un enfant à manger un plat lorsque lui-même ne le ferait pas.

Cependant, ce fonctionnement a un impact économique sur les agents s'ils étaient amenés à devoir payer leurs repas comme les autres usagers de la cantine scolaire, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à aujourd'hui.

En effet, le projet éducatif prévoit que les animateurs doivent :

- inciter à goûter et à prendre le temps de manger,
- faire manger les enfants,
- instaurer un moment de convivialité.

Ce document prévoit aussi que les agents doivent adapter autant que possible les contraintes organisationnelles aux objectifs pédagogiques notamment lors de la durée du repas.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal de continuer à prendre en charge le coût des repas pour les agents du périscolaire qui encadrent les enfants, comme par exemple les animateurs ou les ATSEM. Etant entendu que les repas pris en charge par la commune seront identiques à ceux des enfants prévus dans le cadre du marché passé avec un prestataire extérieur.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Sécurité Sociale,

VU la circulaire DSS/SDFSS/5B/N° 2003/07 du 07 janvier 2003

VU la réponse écrite n°12585 publiée au Journal officiel du Sénat le 07/10/2004

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE :

- de maintenir la gratuité des repas pour les agents du service périscolaire qui ont une charge éducative sociale ou psychologique auprès des enfants et qui ont l'obligation professionnelle d'assurer les missions fixées par le projet éducatif de la commune.
- que le coût des repas du personnel évoqué ci-dessus (animateurs, ATSEM,...) sera pris en charge par la commune.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 14

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de votants :
20 Point 1
21 Point 2 à 6

Convoqués le :
28/01/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Point numéro 4 inscrit à l'ordre du jour.

Achat de terrains via la SAFER dans le PAEN

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la Commune envisage l'achat de plusieurs terrains dans le PAEN dont deux actes de vente sont chez Maître MALHER et un chez Maître BONICHOT.

La vente ESSER pour un terrain Lieu-dit « Le Coucou » (11 ares 06 ca) et la vente TRIANTAFILLOU pour deux terrains Lieu-dit « Des Agathes » (14 ares 47 ca) et « Des Collieux » (18 ares 82 ca).

Ces trois terrains viennent d'être négociés par la SAFER pour la commune. La rédaction des actes se fera par Maître MALHER, notaire à Montigny-Lès-Metz.

- 1) Terrain sis en section 6 parcelle 11 pour une contenance totale de 11 a 06 ca appartenant à la famille ESSER pour un montant de 1 100,00 € auxquels s'ajoutent 216,00 € de frais accessoires au profit de la SAFER et 43,20 € de TVA.
- 2) Terrains sis en section 4 parcelles 106 pour une contenance totale de 14 a 47 ca et 129 pour une contenance totale de 18 a 82 ca appartenant à la famille TRIANTAFILLOU pour un montant de 2 500,00 € auxquels s'ajoutent 300,00 € de frais accessoires au profit de la SAFER et 60,00 € de TVA.

La vente BORKOWSKI pour un terrain rue du Morillon (10 ares 15 ca). La rédaction de l'acte se fera par Maître BONICHOT, notaire à Metz.

- 3) Terrains sis en section 4 parcelles 115 pour une contenance totale de 10 a 15 ca appartenant à la famille BORKOWSKI pour un montant de 1 200,00 € auxquels s'ajoutent 222,00 € de frais accessoires au profit de la SAFER et 44,40 € de TVA.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer les actes correspondants et tous documents s'y afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Madame BERTON demande à Monsieur le Maire si le PAEN est toujours constitué d'une multitude de propriétaires différents ou si plusieurs propriétaires fonciers importants commencent à émerger.

Monsieur le Maire confirme cette multitude de propriétaires fonciers, mais précise qu'elle diminue quelque peu au gré des ventes qui se concrétisent et commencent à constituer quelques unités foncières plus conséquentes, permettant de lancer des appels à porteurs de projets agricoles ou viticoles.

Point numéro 5 inscrit à l'ordre du jour :

Signature d'une convention d'assistance et de suivi pour la gestion de la taxe locale sur la publicité extérieure avec la société REFPAC

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 7 avril 2015, le Conseil Municipal l'avait autorisé à renouveler la convention d'assistance et de suivi pour la gestion de la taxe locale sur la publicité extérieure avec la société REFPAC

Afin de mettre à jour le parc d'enseignes publicitaires de la commune, l'option de mise à jour « complète » avec visite sur terrain avait été choisie pour l'année 2015.

La reconduction de cette convention, d'une durée de deux ans, doit être signée afin de souscrire la deuxième option proposée par REFPAC, qui consiste à une « simple » mise à jour sur la base des documents fournis par la mairie. Cette option moins onéreuse est facturée 2 390 € H.T par an.

En effet, au regard de la taille modeste du parc d'enseignes publicitaires sur Scy-Chazelles, il semble inutile de procéder à une mise à jour complète sur le terrain chaque année.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 14

Nombre de pouvoirs : 7

Nombre de votants :
20 Point 1
21 Point 2 à 6

Convoqués le :
28/01/2016

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU DEUX FEVRIER DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de renouveler la convention d'assistance et de suivi pour la gestion de la taxe locale sur la publicité extérieure avec la société REFPAC,

DECIDE d'opter pour la solution 1 : Mise à jour sur la base des documents fournis par la commune pour les années 2016 et 2017,

AUTORISE le Maire à signer ladite convention,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Monsieur CHOLLOT interroge Monsieur le Maire sur le montant des recettes concernant la taxe sur les enseignes ?

Monsieur le Maire lui répond qu'elle est de 7400 euros par an. La recette a légèrement baissé par rapport aux années précédentes dans la mesure où des entreprises ont cessé leur activité.

Point numéro 6 inscrit à l'ordre du jour :

Attribution de subvention aux écoles

Monsieur le Maire rappelle que chaque année, le Conseil Municipal cotise au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la circonscription de Montigny-Lès-Metz afin de permettre aux élèves des écoles primaires et maternelles Sigéo-Castelloises de fréquenter cet établissement.

Cette année encore, l'école primaire Bernard Rabas sollicite une prise en charge financière de la cotisation de 120 euros à raison de 20 euros par classe pour y adhérer.

Il est proposé au conseil Municipal d'autoriser cette dépense pour l'école primaire, mais aussi pour les écoles maternelles étant entendu que le coût d'adhésion est le même pour ces dernières.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Education Nationale

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré DECIDE

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le document ayant pour but d'adhérer à l'Association Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique de la circonscription de Montigny-lès-Metz tant pour l'école primaire que les écoles maternelles dès lors qu'elles en feront la demande. La dépense sera inscrite au budget primitif 2016


CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

=====

Fin de la séance : 18h47

LE MAIRE


Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Laurence HERRMANN

AFFICHÉ LE : 05/02/16

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 08/02/16

